



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture

Service de la coordination
des politiques publiques

Bureau des Procédures
Environnementales

Arrêté préfectoral complémentaire autorisant la société VICAT à implanter deux silos plats d'entreposage de bois-déchets sur son site de Xeuilley

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

N° 2017-0097

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié autorisant la société VICAT à exploiter une installation de fabrication de clinker par voie semi-sèche, de ciment et de produits routiers dans l'enceinte de son usine de XEUILLEY.

Vu la demande de la société VICAT du 5 janvier 2017, portant sur l'ajout d'une unité d'entreposage de bois-déchets sur son site de XEUILLEY, complété le 18 juin 2018 ;

Vu le rapport et les propositions en date du 3 août 2018 de l'inspection des installations classées de la dreal,

Considérant que le site exploité par la société VICAT est autorisé à recevoir des déchets de bois non dangereux ;

Considérant que le dossier fourni par l'exploitant conclut à l'absence de risques ou nuisances supplémentaires ;

Considérant que la modification sollicitée par la société VICAT n'est pas substantielle au sens de l'article R 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société VICAT, dont le siège social est situé Tour Manhattan, 6 place de l'Iris – PARIS LA DEFENSE, est autorisée à implanter une unité d'entreposage de bois-déchet d'une capacité de 454 m³ sur le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de XEUILLEY, conformément au dossier d'information préalable du 5 janvier 2017 modifié le 18 juin 2018 et sous réserve du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006/206 du 21 avril 2006 modifié, amendé des dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Conditions d'entreposage des sciures de bois

Par exception aux dispositions de l'article V.4 de l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 susvisé :

- les unités d'entreposage de sciures seront équipées d'un système d'extinction à poste fixe par eau pulvérisée ;
- **la surveillance par caméra thermique avec visualisation en salle de contrôle tiendra lieu de détection incendie ;**
- le stock et le caisson d'extraction sont situés dans une enceinte commune ;
- la paroi externe de l'unité d'entreposage du côté du stockage de liquides inflammables sera équipée d'un dispositif d'arrosage.
- L'exploitant veille à limiter le temps de séjour des sciures à l'intérieur de l'unité d'entreposage à une durée de l'ordre d'au plus 48h. Lors de tous les arrêts non prévus, mais prévisibles de longue durée, l'unité d'entreposage sera vidée.

ARTICLE 3 : Sanctions

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 4 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Xeuilley et pourra être consultée par toute personne intéressée,

2° un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

3° L'intégralité du présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 5 : Droit des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 : Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy :

Le délai de recours est de :

1° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle la décision a été notifiée.

2° par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.183-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du jour où la dernière formalité de publication a été accomplie. Si l'affichage en mairie constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de cette décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du Ministère de l'écologie dans un délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

ARTICLE 7 : Exécution de l'arrêté

La secrétaire générale de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de Xeulley, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur de la société VICAT

et dont copie sera adressée :

- à la directrice départementale des territoires,
- au directeur général de l'agence régionale de santé de la région Grand Est,
- à la cheffe du service interministériel de défense et de protection civile,
- au directeur du service départemental d'incendie et de secours,

Nancy, le **13 SEP. 2018**

le préfet,

Pour le préfet,
la secrétaire générale

Marie-Blanche BERNARD